SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 21 MAI 1863.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi qui autorise le Gouvernement à étendre à l'Espagne le régime de navigation et de douane appliqué au royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

(Voir les Nos 157 et 180 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Prince DE LIGNE, Président; MICHIELS-LOOS, le Duc d'URSEL, le Baron DE FAVEREAU, le Marquis DE RODES, Baron DE TORNACO et T'KINT DE NAEYER, Rapporteur.

MESSIEURS,

L'arrangement commercial qui est soumis à vos délibérations, ne se présente pas sous la forme ordinaire des conventions internationales. En échange d'une déclaration par laquelle l'Espagne a accepté les bases adoptées à Londres pour la capitalisation du péage de l'Escaut, et d'un projet de loi que le Gouvernement espagnol a soumis aux Cortès, le 2 janvier dernier, dans le but de modifier son tarif de douanes, le Gouvernement belge s'est engagé à étendre à ce pays le régime de navigation et de douane accordé à l'Angleterre le 23 juillet dernier.

Il est incontestable que par cet arrangement la Belgique concède plus qu'elle n'obtient. La réforme proposée aux Cortès est loin d'être radicale; elle n'est pas aussi large que celle qui résulte des dispositions du traité anglo-belge dont l'Espagne va profiter. En effet, le nouveau tarif espagnol maintient encore quelques prohibitions. Il interdit l'exportation du liège de la province de Gérone, des chiffons de coton, de chanvre et de lin et des effets hors d'usages composés de ces mêmes matières. Il interdit également l'exportation des bois, à moins d'une autorisation expresse du Ministre de la marine. La protection reste assez élevée pour les fers et pour quelques autres matières, ainsi que pour le pavillon national espagnol.

Mais ces derniers vestiges d'un système qui tend de plus en plus à disparaître, ont moins d'importance, si l'on considère les réductions apportées par

le nouveau tarif aux droits qui frappaient certains produits; les matières premières et les agents naturels de production soumis à un droit purement fiscal qui ne peut pas dépasser 6 p. c.; — la même échelle appliquée aux matières qui sont le résultat d'une opération simple ou d'un procédé peu coûteux, aux machines à vapeur complètes, aux machines hydrauliques et électriques, à toutes celles qui sont employées pour l'agriculture, les mines, l'industrie; aux modèles en général, aux collections et échantillons de sciences et d'arts; le minimum du droit sur la houille réduit de 25 à 12 p. c.; — le maximum du droit qui pesait sur les articles que l'industrie étrangère seule peut fournir à l'Espagne, abaissé de 15 à 12 p. c.; — les prohibitions qui frappaient les fils, les toiles doubles de coton pour vêtements d'hommes, la chaussure, les vêtements confectionnés, la poudre, ces prohibitions levées, ou du moins ramenées à des limites raisonnables. — Plusieurs de ces réductions de droits offrent des avantages réels à notre industrie nationale qui ne tardera pas à en profiter.

Votre Commission espère que le Gouvernement réussira dans les démarches qu'il a promis de faire, afin d'obtenir du Gouvernement espagnol la levée des entraves que rencontre l'importation de nos toiles. Le marché de l'Espagne, acquis depuis des siècles à cette grande industrie des Flandres, est pour elle d'une haute importance. Il est à désirer qu'on ne décourage pas l'exportation par des frais excessifs et des formalités vexatoires.

Un négociant des Flandres veut exporter des toiles en Espagne. Il doit à cet effet produire des certificats d'origine, des déclarations en langue espagnole, avec le calcul du poids et de la valeur de sa marchandise en mesures et en monnaies espagnoles. Toutes ces pièces doivent être visées au consulat d'Espagne. Il en résulte pour lui des frais qui s'élèvent de quatre à cinq cents francs. La marchandise arrive en Espagne, mais dans de tels calculs l'erreur est possible, surtout si l'on considère que le compte-fil en usage en Belgique n'est pas le même que celui de l'Espagne.

L'erreur devrait pouvoir être rectifiée par un commissionnaire au nom de l'expéditeur; mais cette intervention n'est point admise; et comme en matière de douane la fraude est toujours présumée, la déclaration erronée constitue une contravention qui met l'expéditeur à la merci du fisc. On comprend jusqu'à un certain point qu'un pays exige l'emploi de sa langue, de ses mesures, de ses monnaies; mais ce que l'on a peine à comprendre, c'est que l'intervention du mandataire, admise en tout, d'après les principes généraux, soit interdite dans une matière où elle est indispensable.

L'esprit libéral dont le Gouvernement espagnol est animé et dont il a fait preuve dans la réforme proposée aux Cortès, autorise à espérer qu'il accueillera favorablement les ouvertures amicales du Gouvernement belge sur les différents points qui viennent d'être indiqués.

Votre Commission vous propose, Messieurs, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du Projet de Loi.

Le Rapporteur,
T'KINT DE NAEYER.

Le Président,
Prince DE LIGNE.